

DECLARATION DU PREMIER MINISTRE A LA PRESSE

(13 JUIN 1982)

Dévaluation Franc

Depuis un an, nous mettons en oeuvre la politique que nous avons proposée au pays et qu'il a ratifiée.

Cette politique a déjà remporté plusieurs succès.

En matière de croissance, nous faisons mieux que nos partenaires. Grâce aux mesures de relance, notre économie connaît une croissance sensible là où nos partenaires stagnent et parfois régressent.

En matière d'emploi nous faisons mieux que nos partenaires. Déjà les effectifs ont cessé de diminuer et l'augmentation du chômage a très nettement ralenti en France alors qu'elle connaît une brutale accélération chez nos partenaires.

Mais la reprise internationale n'est pas au rendez-vous et nous subissons les effets de l'inflation excessive qui nous a été léguée. Une inflation qui était, je le rappelle, de 14%.

Nous avons commencé à diminuer ce taux d'inflation, à ralentir la hausse des prix. Mais les résultats obtenus ne sont ni assez sensibles, ni assez rapides par rapport à l'évolution des prix de certains de nos partenaires.

Cette situation nous conduit à adapter notre politique aux difficultés du parcours. C'est ce que le Président de la République a appelé la "seconde phase" du changement.

Quelles sont ses caractéristiques ?

Nous poursuivons notre effort de relance en relayant l'action menée l'an dernier en faveur de la consommation par une aide aux investissements. Le Gouvernement compte sur le dynamisme des chefs d'entreprise. Les nouvelles parités monétaires offrent des possibilités supplémentaires de développer nos industries et notre commerce, de reconquérir des parts du marché intérieur et de développer nos exportations. Quant aux entreprises nationales, elles consacreront en 1983, vingt-cinq milliards de francs à leurs investissements.

Nous poursuivons également notre effort de lutte contre le chômage afin d'assurer et d'élargir les premiers succès. L'objectif des 100 000 emplois créés ou libérés en 1982 dans le cadre des contrats de solidarité sera atteint. Nous en sommes déjà à 50 000. De nouvelles mesures vont en outre venir compléter le dispositif déjà mis en place.

Après les contrats de solidarité et la formation garantie aux jeunes de 16 à 18 ans, nous ouvrons un troisième front au profit des chômeurs de longue durée. Dès demain, je m'en expliquerai devant les directeurs départementaux du travail rassemblés à Paris.

Quant à la lutte contre l'inflation, nous changeons de vitesse afin de réduire l'écart qui nous sépare, dans ce domaine, de certains de nos partenaires et qui pèse sur notre monnaie et sur la balance de notre commerce extérieur.

Par une action énergique, le Gouvernement entend obtenir, dans un minimum de temps, des résultats décisifs. En quatre mois - juillet, août, septembre et octobre - grâce à un blocage de l'ensemble des prix et des revenus, nous devons ramener notre taux d'inflation en dessous de 10%.

Pour que les mesures arrêtées ce matin en Conseil Restreint, et qui seront détaillées en Conseil des Ministres atteignent leur plein effet, la participation de tous est nécessaire. Et, en premier lieu, la participation des partenaires sociaux. Je les recevrai donc dès jeudi afin de les associer à notre action.

Le Parlement sera aussi saisi prochainement afin de donner au Gouvernement les moyens d'ordre législatif nécessaires.

La politique engagée depuis un an est la seule qui concilie l'impératif de croissance et la justice sociale, qui lutte avec la même vigueur contre le chômage et contre l'inflation.

Nous poursuivrons dans cette voie en adaptant, chaque fois que cela se révélera nécessaire, le rythme et les moyens. Car chacun sait bien qu'il est plus facile de rouler en plaine que de gravir une montagne.

Nous nous sommes donnés les moyens de réussir. . Par leur rassemblement et la mobilisation de toutes les volontés, les Français réussiront. Les contraintes d'aujourd'hui sont le prix à payer pour atteindre nos objectifs.

Fort de la confiance toujours renouvelée des Français, le Gouvernement a, dans une première phase, mené des actions en profondeur afin de réussir le sursaut industriel du pays. Ce furent les nationalisations et les nouveaux droits des travailleurs.

Pour réussir la "seconde phase" du changement, il engage un triple effort :

- un effort de maîtrise de nos équilibres économiques et financiers ;
- un effort pour donner un dynamisme nouveau à notre industrie et pour développer nos technologies;
- un effort de solidarité et de justice sociale.

Car plus que jamais, le pays a besoin d'être uni et mobilisé. Pour atteindre cet objectif, il convient de réduire les inégalités les plus criantes et d'abord celle qui sépare les Français qui ont un emploi de ceux qui n'en ont pas.

La solidarité est l'expression la plus haute du civisme et, en définitive de la liberté et de la responsabilité. C'est par la solidarité que nous réussirons tous ensemble et pour tous.